

Islamisme à l'école : ce que disait le rapport Obin, en 2004...



Le rapport Obin tirait déjà des conclusions très inquiétantes sur la présence d'un certain islamisme dans les milieux scolaires en 2004 mais celles-ci ont été ignorées par l'ensemble des responsables politiques qui se sont succédé depuis lors. (Photo d'archives François Destoc)

🕒 Lecture : 3 minutes

En 2004, Jean-Pierre Obin, universitaire et inspecteur de l'Éducation nationale, remettait à François Fillon, son ministre de tutelle, un rapport sur la place du religieux dans les établissements scolaires français. Cette étude, réalisée sur le terrain, n'a été suivie d'aucun effet.

Le rapport Obin avait été commandé alors que le débat, en 2004, se cristallisait autour des signes religieux à l'école, notamment le port du voile. Les interrogations se multipliaient « sur les conditions de mise en œuvre de la laïcité dans les établissements scolaires », peut-on lire dans les pages de ce rapport que nous avons consulté et pour lequel une soixantaine d'écoles primaires, collèges et lycées avaient été visités dans une vingtaine de départements.

Déni de beaucoup de responsables

« Les appartenances religieuses qui se manifestent se revendiquent exceptionnellement du christianisme, parfois du judaïsme et le plus souvent de la religion musulmane » écrivait, en 2004, le rapporteur. Ce phénomène, selon lui, était motivé par « une recherche identitaire des jeunes générations, la vigueur prosélyte de certains courants religieux, et le poids des événements internationaux ».

Jean-Pierre Obin dit avoir souvent constaté une forme de déni de la part de beaucoup de personnels et responsables qui n'avaient pas conscience que leur établissement était

touché par ces phénomènes. Il mettait en évidence l'existence d'une surenchère entre organisations. Mais aussi le fait que, souvent, les principaux dans les collèges et les proviseurs dans les lycées étaient encouragés à accepter les élèves adeptes d'un marquage religieux, « et à forcer la main à un corps professoral jugé excessivement laïque ».

« On a donc vu des élèves introduire des tapis de prière et organiser des lieux de culte dans des endroits dissimulés. »

L'auteur du rapport poursuit en abordant la nourriture et le refus par un nombre croissant d'élèves de consommer toute viande non halal. Des tensions apparaissent aussi sur la pratique de la religion. Et notamment la volonté de certains élèves et personnels de pratiquer la prière dans les murs de l'établissement. « On a donc vu des élèves introduire des tapis de prière et organiser des lieux de culte dans des endroits dissimulés ».

« Pour acheter la paix sociale... »

Concernant le prosélytisme, il est, selon les constatations de Jean-Pierre Obin, intense au sein des établissements durant le ramadan, les plus religieux exerçant de fortes pressions sur les autres pour qu'ils observent strictement le jeûne, même sur des non-musulmans. « Il semble que, dans plus d'un endroit, pour acheter la paix sociale ou scolaire, on ait imprudemment recruté quelques grands frères, au zèle prosélyte notoire. » Pour Jean-Pierre Obin, certaines fonctions sont particulièrement concernées par l'entrisme : assistant d'éducation, CPE et instituteur.

Il évoque ensuite les contestations politico-religieuses. « Un grand nombre d'élèves maghrébins français opposent à tout moment deux catégories : les Français et nous. Interrogés sur leur nationalité, ils se disent musulmans ».

Les professeurs d'histoire, géographie et d'éducation civique seraient assez exposés aux critiques. « La laïcité est également contestée comme antireligieuse. Certains élèves refusent catégoriquement d'étudier l'édification des cathédrales, ou encore d'admettre l'existence des religions préislamiques ».

Crispations et refus

L'enseignement des sciences de la vie et de la Terre est aussi source de crispation « religieuse d'ensemble, au nom du créationnisme qui réfute la théorie de l'évolution des espèces ». Les professeurs se heurtent aussi à une volonté de certains élèves de ne pas assister aux cours portant sur la sexualité ou la reproduction. De son côté, l'anglais est souvent mal vu car caractérisé comme langue du « véhicule de l'impérialisme ».

En 2004, les conclusions de ce rapport sont sans appel : « Des organisations religieuses travaillent ces élèves, et tentent de les dresser contre l'école, les professeurs (ces menteurs) et l'enseignement dispensé. Pour ces groupes, l'intégration est une apostasie (*) ». L'auteur de ce rapport en appelle à plus de fermeté à tous les niveaux, à de la clarté dans les convictions et à une unité dans l'action. Appel qui n'a jamais été entendu.